Valérie LÉPINE, Sylvie ALEMANNO, Christian LE MOËNNE,
dirs, *Communications & organisations. Accélération
temporelles*

Paris, Éd. L'Harmattan, coll. SFSIC, 2017, 202 pages

Laurène Beccucci et Luc Bonneville

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/13001>

DOI : 10.4000/questionsdecommunication.13001

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2018

Pagination : 382-385

ISBN : 978-2-8143-0519-9

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Laurène Beccucci et Luc Bonneville, « Valérie LÉPINE, Sylvie ALEMANNO, Christian LE MOËNNE, dirs, *Communications & organisations. Accélération temporelles* », *Questions de communication* [En ligne], 33 | 2018, mis en ligne le 01 septembre 2018, consulté le 04 janvier 2021. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/13001> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.13001>

---

comparaison montre deux destins différents, selon que des traces matérielles de leur présence dans l'espace sont encore présentes ou pas, mais aussi en fonction du contexte territorial : intérêts et logiques d'acteurs qui autorisent plus ou moins la reconnaissance dans le présent d'un passé industriel. La mémoire y apparaît alors comme des « processus complexes d'agencements et de mises en congruence de différentes temporalités individuelles ou collectives » (p. 61). Sur la question de la mémoire, on peut confronter cet article à ceux de Gustavo Gomez-Mejia (pp. 93-104), de Fanny Georges et Virginie Julliard (pp. 105-115) ou de Béatrice Micheau et Marie Després-Lonnet (pp. 141-155). Il n'est plus question de la mémoire de la presse, mais pour les deux premiers de celle proposée par les réseaux sociaux et pour le troisième de la rythmicité de la mémorisation d'étudiants dans des bibliothèques universitaires posées comme « lieu "injonctif" d'apprentissage et d'affiliation » (p. 152). Pour Fanny Georges et Virginie Julliard, les réseaux sociaux – ici Facebook – sont appréhendés à travers la thématique du décès d'un proche et de la gestion du compte personnel de celui-ci *via* la plateforme. Elles y montrent comment la mémoire de la personne disparue peut être réactivée, prolongée et le trouble que cela provoque chez les vivants. Ce n'est que depuis 2009, soit cinq ans après sa création, que Facebook propose une alternative aux proches : fermer la page de la personne décédée ou la transformer en compte commémoratif. Or, un troisième choix existe : ne rien faire et laisser le compte de la personne ouvert à l'écriture, soit en version publique, soit en version privée. Les personnes gestionnaires du compte prennent ainsi plusieurs décisions d'écriture, en supprimant ou inscrivant des éléments de la page en question. Ce qui permet de « pérenniser une certaine image du défunt » (p. 114). La mort et la mémoire de la personne décédée ont donc fait évoluer à la fois les pratiques des proches, mais ont encore – et ce point mérite d'être mis en avant – conduit Facebook à évoluer pour essayer d'inclure la mort dans des pratiques sociales et d'écriture non anticipées. Cet impact des réseaux sociaux sur la mémoire se lit aussi dans l'article de Gustavo Gomez-Mejia. Il étudie les nouveaux rites de fin d'année : les rétrospectives de Twitter, Facebook et YouTube, au niveau individuel ou collectif. Il y souligne une gestion algorithmique du temps puisque ce qui ressort sont les publications les plus populaires. Un phénomène d'agenda-setting y est lié puisque ces publications sont reprises par d'autres médias pour qualifier l'année passée. Enfin, les usagers des réseaux sociaux anticipent désormais dans le présent la pérennisation et la massification potentielle de leurs publications et réactions dans le futur.

L'article de Jérémie Nicey (pp. 63-74) poursuit la promesse de « possibilités nouvelles offertes par ces dispositifs qui renouvellent un agir dans les pratiques sociales » (avant-propos, p. 8). Il montre l'impact des médias numériques sur les pratiques journalistiques. Si certains effets pernicieux sont apparus avec la concurrence des médias sur le Net, comme l'uniformisation du contenu, la recherche de l'attentif, la faible interprétation des contenus et des sources (p. 68), ils ont fini par nuire à la crédibilité journalistique et donc à la fidélisation du lectorat. Jérémie Nicey observe des pratiques journalistiques en réaction qui s'appuient sur du temps long et la recherche de qualité. Il conclut alors qu'« après l'effervescence de productions du numérique, plusieurs éléments indiquent un questionnement sur les cadences de production, leurs limites et un renforcement des exigences de qualité » (p. 72). L'impact du numérique est également mis en exergue dans l'article de Tatiana Kondrashova, Alexander Frame et Sergey Kirgizov (pp. 75-89) qui mènent une étude comparative sur Twitter entre des comptes de politiques en France, en Allemagne, au Royaume-Uni et en Russie autour de l'actualité en Ukraine. Ils mettent en lumière le nouveau rôle d'agenda-setting de Twitter et l'utilisation faite par les politiques : suivisme des événements populaires sur la toile, inscription de ceux-ci dans le contexte politique, attention portée à leur propre visibilité, etc. La comparaison de leurs tweets est conduite face à la masse indifférenciée des twittosphères nationales et il serait intéressant de poursuivre avec d'autres groupes sociaux pour affiner les résultats et les pondérer.

La présentation de ces travaux montre leur richesse et, pour certains, le rôle de renouvellement de pratiques joué par les nouveaux médias, dispositifs et technologies. Si la médiation en elle-même paraît, à quelques exceptions près, un peu passée sous silence ou employée selon une acception très large, les questions du temps et de la temporalité, des rythmes et de la mémoire y sont bien exploitées et des pistes bibliographiques intéressantes sont données pour poursuivre sur ce thème.

Émilie Kohlmann

Gresec, université Grenoble-Alpes, F-38000
emilie.kohlmann@iut2.univ-grenoble-alpes.fr

Valérie LÉPINE, Sylvie ALEMANNO, Christian LE MOËNNE, dirs,
Communications & organisations. Accélération temporelle
Paris, Éd. L'Harmattan, coll. SFSIC, 2017, 202 pages

Communications & organisations. Accélération temporelle est le dernier des quatre ouvrages publiés à la suite du XX^e congrès de la Société française des sciences de l'information et de la communication (SFSIC).

Dans le prolongement de cette manifestation qui s'est déroulée à Metz en 2016, l'ouvrage a pour ambition de dresser un état de la recherche sur le thème de la temporalité en organisation en soulignant l'apport spécifique des sciences de l'information et de la communication (SiC) à ce vaste thème d'étude. Certes, il s'agit certes d'un thème qui n'est pas nouveau en soi – comme le rappellent d'ailleurs les co-directeurs de l'ouvrage – il est néanmoins pertinent dans le contexte des nombreuses et importantes transformations qui touchent les organisations contemporaines.

Dans une volonté de rationalisation, le temps demeure un enjeu essentiel pour les organisations qui tentent de s'adapter aux changements portés notamment par le numérique. L'accélération des rythmes sociaux et économiques oblige les organisations à une adaptation constante, avec souvent pour effet de contraindre les travailleurs à de multiples injonctions. C'est du moins ce que la première partie (« Rationalité, accélérations temporelles et communication ») de l'ouvrage s'attache à mettre en lumière à l'aide de plusieurs cas analysés. Le contrôle du temps demeure autant une solution qu'un problème d'articulation entre les acteurs concernés, ce qu'aborde la deuxième partie de l'ouvrage (« Dyschronie et enjeux communicationnels »). Enfin, dans la troisième et dernière partie (« Réappropriations plurielles du temps et médiations renouvelées »), les auteurs évoquent différents thèmes telles que la matérialité du temps marquée par l'aménagement des espaces de travail et les nouvelles compétences à développer, dont la réactivité. Ces trois parties centrales de l'ouvrage s'articulent les unes aux autres dans ce qui représente une réflexion globale sur « le couplage communications/organisations et ses temporalités ».

La première partie commence avec un chapitre qui aborde la question du « temps-mesure » (p. 25) comme gestion des activités professionnelles et du temps des individus, grâce au plan de communication. Les incidences des outils de contrôle des individus par le temps sont, quant à elles, étudiées dans les chapitres 2 et 3. Devenir un employé hypermoderne revient à maîtriser le temps en produisant un maximum de ressources en une temporalité impartie et imposée par l'entreprise. Le constat simple que le « temps contemporain » est soumis à une accélération que les acteurs organisationnels tentent de contrer, supporte la réflexion. Ceci met en lumière le fait que le temps est certes une construction sociale, mais repose aussi sur des cadres objectifs qui placent les individus dans un rapport de négociation constante entre dimensions personnelle et collective (p. 46). Mais les acteurs

eux-mêmes peuvent devenir porteurs de normes temporelles, comme c'est le cas des informaticiens. Témoins et vecteurs de l'innovation technologique, ils sont les conséquences visibles de l'accélération du travail. Leur métier est fondé sur l'urgence, la nécessité d'adaptation incessante aux mises à jour des programmes, la surinformation, les échéances successives et les emplois du temps personnels sacrifiés (p. 58). Ceci est renforcé par les discours managériaux qui considèrent le temps comme une marchandise : la productivité de la force de travail réside dans la réactivité (thème développé plus tard dans la partie 3 de l'ouvrage) aux dépens de la santé des travailleurs. Ici, l'accélération du travail résulte de la cohabitation de temporalités multiples marquées par l'urgence, où les pratiques de communication et les technologies de l'information et de la communication (TIC) deviennent un « potentiel de contrôle social » (Valérie Carayol, 2005, « Principe de contrôle, communication et temporalités organisationnelles », *Études de communication*, 28 pp. 77-89 – p. 59). Le rapport au temps se rationalise, devenant autant une solution qu'un problème en soi. Les auteur-e-s mettent en lumière la confrontation des temporalités et les conséquences organisationnelles qui en découlent. En effet, les organisations s'inscrivent dans une évolution interne et dans un contexte évolutif. Celui-ci est principalement caractérisé par l'implantation du numérique qui reconfigure la relation au travail. L'utilisation d'outils de gestion est significative car une partie du pouvoir décisionnel est donnée à la machine. En résulte une injonction à la « modernisation », en d'autres termes une pression pour que les individus s'adaptent aux TIC qui « cristallisent une pression des personnels avec une multiplication des exigences » (p. 67).

Les cinq chapitres de la deuxième partie interrogent la confrontation de temporalités antagonistes. L'idée principale est que les organisations inscrivent leur histoire dans le temps et par leurs actions. Celle-ci est matérialisée par les communications produites, les décisions prises par elles. Par exemple une université revendique ses valeurs par la production de savoirs multiples et le dynamisme, pourrait-on dire, de sa communauté savante (chapitre 4). Or, l'ouvrage fait état de l'injonction à devoir suivre la « modernisation » (terme non neutre) de la société par l'implantation du numérique dans les établissements. Les personnels sont mis à l'épreuve par les TIC, porteuses de pression à la performance et de nouveaux usages (p. 68). En d'autres termes, le récit de l'université dépend de ce que l'État impose dans les politiques publiques. Les conséquences d'un tel décalage, entre récit et réalité, sont directement perceptibles sur les individus dont l'identité est en partie définie par leur travail (identité

professionnelle) ou, par un moment de sociabilité (le repas, entre symbolique et institutionnalisation). Le repas est pris comme exemple au chapitre 5 pour montrer que lorsqu'une pratique nous caractérise, nous consacrons du temps personnel à sa réalisation. Or, l'« urgence » organisationnelle de l'hôpital impose un cadre rigide de prise de repas : l'individu n'est plus libre de disposer de son temps. Le conflit qui émerge survient à la prise du repas pour l'individu, symbole de sa vie d'avant la maladie, en ce qu'elle renvoie au cercle familial. Pris dans l'agenda de l'hôpital, ce moment reconfigure l'acte même de s'alimenter qui se transforme en un soin contrôlé (p. 86). C'est aussi le cas des marques de luxe (chapitre 6) qui se réclament d'un héritage tout en entretenant une image moderne et innovante. Le récit dépend directement du temps qui déposséderait l'entreprise de sa légitimité à mesure qu'il s'écoule. Il lui faut « s'ancrer dans le présent pour éviter de s'empoussiérer dans le passé » (p. 94). Cette opposition est mise à jour par l'étude sémiotique du récit organisationnel, à dimension performative. Le récit témoigne du décalage entre ce que projette le « sujet-entreprise » par rapport à l'expérience qu'il fait du quotidien (p. 111). Le lecteur est ainsi conduit à constater l'impact des décalages temporels sur le plan personnel et institutionnel.

Les quatre chapitres de la troisième et dernière partie de l'ouvrage questionnent les transformations de la temporalité au prisme des différentes reconfigurations organisationnelles qui investissent les espaces de travail et de collaboration. On le sait, les organisations ont pris de plein fouet le virage numérique, entre autres efforts dans la gestion des équipes, en éclatant les logiques institutionnelles traditionnelles. À l'aide de trois cas, nous voyons comment les nouvelles technologies instaurent des temporalités rapides à l'intérieur de lieux ou d'institutions très ancrés dans le temps. Le premier dépeint une nouvelle forme d'entreprise ouverte offrant un espace de travail partagé, muni de connexion à haut débit. Les transformations analysées amènent à penser le temps comme un atout pour effectuer plus de tâches en un même lieu ou un même laps de temps. L'attitude du travailleur face aux fonctionnements induits par la réunion des espaces professionnels et privés est subjective. Ce chapitre discute ainsi des formes de réappropriation des temporalités que tentent d'instaurer les employé·e·s pour articuler les temporalités. Prenant l'exemple du temps de socialisation et d'interaction avec le client, lequel est cadré par un horaire et un agenda, les auteurs montrent qu'en situation d'open space, le travailleur indépendant n'est relié à l'entreprise que par sa messagerie électronique. Un besoin constant

de vérifier ses mails s'installe. Ainsi le problème pour les entrepreneurs se traduit-il par une gestion de la temporalité de l'organisation par un outil numérique qu'ils consultent autant sur leur lieu de travail qu'à domicile. De cette façon, on observe une atomisation des relations interpersonnelles et sociales, lorsque les individus qui interagissent dans des réseaux professionnels viennent à condenser leurs relations sociales autour de tâches liées à leur activité et au *networking*. Le deuxième analyse les formes de bibliothèques, ou « *Learning center* » (temps historique, long), qui génèrent des modifications par l'implantation du numérique (temps mondial, court). Ensuite, le troisième chapitre met en avant l'influence des discours managériaux sur le rapport au temps : la réactivité comme compétence devient une norme dans l'entreprise. L'employé performant répondra à de multiples sollicitations en un temps très court. Pour cela, les discours valorisent les comportements d'adaptation temporelle : traiter une nouvelle information et y répondre devra se faire rapidement, tout en s'impliquant dans les autres projets. Enfin, au sein d'un hôpital analysé au quatrième chapitre de cette troisième partie, différents services s'inter-croisent dans le traitement des patients, établissant ainsi une interdépendance temporelle. Cet exemple du patient dont le temps personnel est sans cesse négocié avec d'autres urgences imprévisibles (p. 186) correspond à un enjeu d'ordre gestionnaire. Comment donner suffisamment de temps à chacun, personnel comme soignant, tout en garantissant le soin en continu ? La réponse n'est pas simple car imposer une manière de fonctionner qui fait abstraction du contexte, comme un « bricolage de temps hétérogènes » (p. 177), est source de frustration autant pour les soignants que les patients.

Bref, comme en témoigne l'ensemble de l'ouvrage, le temps représente un objet central pour définir l'organisation. Sa définition est plurielle car elle renvoie à une variété d'expériences qui ne font pas toujours sens lorsqu'on les réunit dans un projet réduit à une seule réalité : celle du projet de l'organisation. De plus, l'informatisation réifie et instrumentalise les éléments qu'elle intègre : face à la « réalité » du terrain, force est de constater qu'on ne peut réduire « une » réalité à une variable mesurable. Elle prend en compte les ressentis de chacun mais aussi la position occupée.

Pour conclure, nous noterons que la bibliographie développée et la rigueur scientifique demandée par l'exercice d'écriture dans le cadre du congrès sont de très haute qualité. On pourra établir un parallèle entre cet ouvrage et celui de Vincent de Gaulejac : *La Société malade de la gestion* (Paris, Éd. Le Seuil, 2004).

À l'instar de ce dernier, le temps contrôlé induit une « communication paradoxale, [et une] transformation de l'humain en ressource » (p. 235) : cela a pour effet de modifier les représentations du monde du travail et de la manière de vivre ses relations.

L'individu comme les organisations vivent le temps comme une évolution spatio-temporelle, comme une contrainte ou encore comme une marque de l'appartenance à un groupe. Si le temps permet de se définir, il peut aussi devenir source de stress lorsqu'il est subi. La question est de savoir jusqu'à quel point le temps permet de concilier attentes professionnelles, réalités du milieu et bien-être au travail. Est ainsi dépeinte une réalité duale du temps qui devient une ressource organisée autant qu'elle organise l'environnement.

Laurène Beccucci

Mica, université Bordeaux Montaigne, F-33600
laurene.beccucci@gmail.com

Luc Bonneville

Département de communication, université d'Ottawa,
CA-ON K1N 6N5
luc.bonneville@uottawa.ca

Susanna MAGRI, Sylvie TISSOT, dirs, *Explorer la ville contemporaine par les transferts*

Lyon, Presses universitaires de Lyon, coll. Sociologie urbaine, 2017, 222 pages

Cet ouvrage collectif est issu des travaux d'un séminaire interdisciplinaire dirigé par Susanna Magri et Sylvie Tissot, mais aussi par Fabrice Ripoll de 2011 à 2014. Le titre est explicite et sera néanmoins précisé au fur et à mesure de notre analyse. Quelle « ville contemporaine », qu'entend-on par « transferts » ? Les qualifications des auteurs, relevant essentiellement de la sociologie même si l'on y voit aussi un peu d'anthropologie et de science politique, devraient nous renseigner en elles-mêmes sur la première question. Toutefois, leurs appartenances institutionnelles et les espaces étudiés comme les transferts qu'ils y considèrent font à la fois la force – au cas par cas – et la faiblesse – sur la cohésion de l'ensemble – de l'ouvrage sur les deux questions précédentes.

La longue introduction (pp. 5-28) des deux directrices de l'ouvrage a ceci de particulier qu'elle permet finalement, après avoir posé les définitions et les principes méthodologiques généraux puis de chacun des auteurs, de naviguer parmi les huit chapitres, même si ceux-ci ont été regroupés à nombre égal sous deux grands chapeaux, « Catégories et dispositifs

de l'action » (pp. 29-112) et « Formes urbaines et pratiques quotidiennes » (pp. 113-211) : il suffit de lire chacun en ayant conscience de la catégorie dans laquelle il est placé. L'ouvrage se conclut sur une ouverture vers un programme de recherche de cinq pages (pp. 213-217) : Susanna Magri et Sylvie Tissot posent cette publication comme un jalon et s'attendent avec modestie à des critiques sur des points qu'elles soulignent elles-mêmes.

Sur la première question – explorer la ville –, il faudrait ici consacrer à chaque chapitre de l'ouvrage une partie spécifique de la présente note de lecture. Chacun d'eux mériterait une recension, car il traite un cas très différent des autres – ce qui est ici une des faiblesses de l'ensemble. L'ouvrage est donc intéressant au cas par cas, souvent d'ailleurs autant sur le plan historique que sur celui sociologique revendiqué par ses rédactrices, même si elles qualifient de « transdisciplinaire » (p. 5) le travail préparatoire ayant conduit à cette publication. En effet, comment placer sous un même titre et dans une même perspective – et en induire des constats et conclusions, ne serait-ce que provisoires, sur les « transferts » dans la ville contemporaine – le « projet de développements intégrés des quartiers » de Hambourg (Clément Barbier, pp. 31-52), les « *torres country* » de Buenos Aires (Eleonora Elgueabal, pp. 73-92), la lutte contre la pauvreté urbaine au Maroc (Éric Cheynis, pp. 53-72), ou un seul espace qui n'est ni une ville ni un quartier, mais simplement la Maison Radieuse de Le Corbusier à Rezé (Sabrina Bresson, pp. 115-138), pour finir avec les migrations transnationales euro-méditerranéennes et des consommations urbaines (Alain Tarrus, pp. 193-211) ?

Cela renvoie à ce que nous écrivions en introduction : chaque chapitre est en lui-même intéressant et fort bien documenté – avec de conséquentes bibliographies – et donne des indications et des perspectives pour des politiques urbaines à venir dans le ou les lieu(x) qu'il considère, ou pour l'étude sociologique d'un lieu, quartier ou ville, mais l'ensemble ne forme pas un tout cohérent qui pourrait guider de telles politiques, aussi bien ici qu'ailleurs. Et les problématiques étudiées sont tellement différentes qu'il est très difficile de les relier, même si elles sont en soi très finement détaillées. À titre d'exemple, le chapitre de Jennifer Bidet (« Habiter "à la française" ou "à l'algérienne" », pp. 137-166) sur l'aménagement et l'appropriation des maisons construites en Algérie par des migrants et leurs enfants est passionnant mais essentiellement sur le lien passé-présent d'une ancienne colonie française : il ouvre donc une porte vers d'autres recherches de même type dans d'autres